



Piquet de protestation « STOP aux
désavantages fiscaux pour les frontaliers »

22 novembre 2024

Discours du Secrétaire Général Adjoint,
Christophe KNEBELER

(Les paroles prononcées font foi)

Cher(e)s collègues,

Nous protestons aujourd'hui devant le Ministère des Finances pour un arrêt des désavantages fiscaux pour les plus de 200.000 frontaliers qui travaillent au Luxembourg.

Les frontaliers représentent 47 % de la main-d'œuvre du Luxembourg et travaillent dans tous les secteurs essentiels de l'économie luxembourgeoise : la santé et les soins, le commerce, le transport, le gardiennage, le nettoyage, la construction, l'industrie, le secteur financier, etc.

Sans cet apport journalier des frontaliers, ce serait la FIN de l'économie luxembourgeoise ! Déjà maintenant, l'attractivité du marché du travail luxembourgeois diminue.

A côté des problèmes de trafic quotidiens et un télétravail toujours fortement limité d'un point de vue fiscal et en matière de sécurité sociale, les frontaliers sont de plus en plus confrontés à des tracasseries administratives voire discriminés en matière fiscale.

- **En France** : une surcharge fiscale a été créée par de nouvelles règles de calcul pour éliminer la double imposition sur les revenus mixtes ;
- **En Allemagne** : les heures supplémentaires prestées au Luxembourg sont devenues imposables ;
- **En Belgique** : les jours d'astreinte sont pris en compte pour déterminer le seuil de tolérance fiscal pour le télétravail.

Dans ces trois cas, le Gouvernement luxembourgeois a consciemment accepté de négocier et signer des conventions fiscales ou accords qui introduisent des inégalités de traitement pour les frontaliers.

Cette politique est scandaleuse ! C'est avant tout une politique irrespectueuse des droits européens fondamentaux, dont la libre circulation des citoyens.

C'est également une politique indigne de la riche histoire de la Grande Région où vivre et travailler de l'une ou de l'autre côté de la frontière est une réalité millénaire qui de nos jours a pris des dimensions tout à fait exceptionnelles en Europe.

Le LCGB ne peut pas accepter et n'acceptera jamais une telle vision politique qui réduit les frontaliers à des salariés de 2^e classe.



**Piquet de protestation « STOP aux
désavantages fiscaux pour les frontaliers »**

22 novembre 2024

**Discours du Secrétaire Général Adjoint,
Christophe KNEBELER**

Cher(e)s collègues,

Cette discrimination des frontaliers, plus précisément les règles moins favorables au niveau des conventions fiscales, les restrictions en matière de télétravail transfrontaliers, et l'exclusion partielle de salariés frontaliers du droit aux bourses d'études, aux allocations familiales ou aux prestations de l'assurance dépendance et pour finir, la réintroduction des contrôles aux frontières sont franchement inadmissibles !

Comme si cela ne suffisait pas, la France a annoncé la semaine dernière une réforme qui vise à réduire et limiter les droits au chômage des salariés frontaliers.

Dans ce dossier honteux, la France ferait mieux de ne pas suivre le mauvais exemple du Luxembourg qui a adopté, au cours de la décennie passée, plusieurs législations discriminatoires pour lesquelles le Grand-Duché a été condamné en cascade devant les tribunaux européens.

Et malgré tout, ni les décideurs politiques luxembourgeois ni leurs homologues allemands, belges ou français ne semblent vouloir en tirer les bonnes leçons.

Cher(e)s collègues,

Les syndicats se sont battus et continuent à se battre pour une Europe plus sociale.

Les syndicats défendent avec acharnement et sans relâche le respect des accords de Schengen, garant de frontières intra-européennes ouvertes.

Construire de nouvelles frontières artificielles, que ce soit en matière d'impôts ou de prestations sociales, que ce soit par des contrôles aux frontières intérieures de l'Union européenne, c'est torpiller les droits les plus fondamentaux des citoyens pourtant garantis par les traités européens.

N'oublions pas que la Grande Région figure au cœur même des six États fondateurs de l'actuelle Union européenne.

Le Luxembourg et ses trois pays voisins devraient donc plutôt œuvrer pour une politique respectueuse de la réalité transfrontalière au lieu de maximiser leurs recettes fiscales par des impôts artificiels sur le dos des frontaliers.

C'est une politique à très courte vue qui n'est ni durable ni socialement acceptable.

Un marché du travail luxembourgeois peu attrayant, c'est également plus de chômage et moins de pouvoir d'achat dans les régions frontalières.

Aussi bien les régions frontalières que le Luxembourg seront les perdants de toute politique contre les frontaliers.

Cher(e)s collègues,

Pour le LCGB, vivre et travailler dans la Grand Région rime avec équité sociale et fiscale !



**Piquet de protestation « STOP aux
désavantages fiscaux pour les frontaliers »**

22 novembre 2024

**Discours du Secrétaire Général Adjoint,
Christophe KNEBELER**

De ce fait, le LCGB se positionne clairement :

- Le LCGB dit NON à toute politique qui nie la réalité transfrontalière de la Grande Région.
- Le LCGB dit NON à toute politique qui vise à discriminer ou pénaliser les frontaliers.
- Le LCGB dit OUI à toute politique qui renforce la cohésion sociale et fiscale au sein de la Grande Région
- Et le LCGB dit OUI à une Grande Région socialement et fiscalement équitable à caractère modèle à travers toute l'Europe.

Par conséquent, le LCGB demande au Gouvernement luxembourgeois de s'engager pour :

- l'arrêt immédiat des contrôles aux frontières luxembourgeoises ;
- une politique transfrontalière qui garantit à tous les salariés les mêmes droits fiscaux, droits aux prestations sociales et possibilités de prestes du télétravail ;
- la renégociation des conventions fiscales et accords afférents afin de mettre rapidement un terme à toute discrimination fiscale ;
- une augmentation des seuils fiscaux ainsi qu'un assouplissement des règles de la sécurité sociale pour faciliter le télétravail transfrontalier ;
- la mise en œuvre rapide d'une solution européenne dans le dossier des allocations de chômage des frontaliers.

Dans tous ces dossiers, une chose est sûre et certaine : le LCGB ne lâchera pas jusqu'à ce que toutes les discriminations des frontaliers cessent une fois pour toutes !

Je vous remercie pour votre présence.



**Piquet de protestation « STOP aux
désavantages fiscaux pour les frontaliers »**

22 novembre 2024

**Discours du Secrétaire Général Adjoint,
Christophe KNEBELER**

(Es gilt das gesprochene Wort)

Kolleginnen und Kollegen,

wir protestieren heute vor dem Finanzministerium gegen die steuerlichen Diskriminationen der mehr als 200.000 Grenzgänger, die in Luxemburg arbeiten.

Grenzgänger machen 47 % der Arbeitskräfte in Luxemburg aus und sind in allen wichtigen Sektoren vertreten: Gesundheit und Pflege, Handel, Transport, Sicherheit, Reinigung, Bau, Industrie, Finanzsektor, usw.

Ohne diesen täglichen Beitrag der Grenzgänger wäre die luxemburgische Wirtschaft am ENDE.

Bereits jetzt sinkt die Attraktivität des luxemburgischen Arbeitsmarktes.

Neben den täglichen Staus und der immer noch stark eingeschränkten Telearbeit in Bezug auf Steuern und Sozialversicherung, sind Grenzgänger zunehmend mit administrativen Schikanen konfrontiert und werden in steuerlicher Hinsicht diskriminiert.

- **In Frankreich:** führt eine neue Berechnungsregel zur Beseitigung der Doppelbesteuerung bei gemischten Einkommen zu einer steuerlichen Mehrbelastung;
- **In Deutschland:** werden die in Luxemburg geleisteten Überstunden besteuert;
- **In Belgien:** zählen Rufbereitschaften zur Berechnung der steuerlichen Toleranzschwelle für Telearbeit.

In diesen drei Fällen hat die luxemburgische Regierung es bewusst in Kauf genommen Steuerabkommen oder Vereinbarungen zu verhandeln und unterzeichnen, die Grenzgänger diskriminieren.

Dies ist ein politischer Skandal! Diese respektlose Politik richtet sich vor allem gegen die europäischen Grundrechte, wie die Freizügigkeit der Bürger.

Diese Politik ist auch der reichen Geschichte der Großregion unwürdig, da Leben und Arbeiten auf beiden Seiten einer Grenze hier eine jahrtausendealte Realität ist, die heutzutage ihresgleichen in Europa sucht.

Der LCGB kann und wird niemals eine solche politische Vision akzeptieren, die Grenzgänger zu Arbeitnehmern 2. Klasse degradiert.



Piquet de protestation « STOP aux désavantages fiscaux pour les frontaliers »

22 novembre 2024

Discours du Secrétaire Général Adjoint,
Christophe KNEBELER

Kolleginnen und Kollegen,

Diese Diskriminierung von Grenzgängern, genauer gesagt die Benachteiligungen durch Steuerabkommen, die Einschränkungen bei der Telearbeit, und die teilweise anhaltende Ausgrenzung von Grenzgängern beim Anspruch auf Studentenhilfen, Kindergeld oder Leistungen der Pflegeversicherung, bzw. die Wiedereinführung von Grenzkontrollen sind einfach nicht hinnehmbar!

Dasselbe gilt für die Reform die letzte Woche in Frankreich angekündigt wurde, um das Arbeitslosengeld von Grenzgängern zu kürzen und zu beschränken.

In dieser beschämenden Angelegenheit täte Frankreich gut daran, nicht dem schlechten Beispiel Luxemburgs zu folgen, das im letzten Jahrzehnt mehrere diskriminierende Gesetze verabschiedet hat und in einer ganzen Reihe von Fällen von europäischen Gerichten verurteilt wurde.

Und trotzdem scheinen weder die politischen Entscheidungsträger in Luxemburg noch ihre Amtskollegen in Deutschland, Belgien oder Frankreich die richtigen Lehren daraus ziehen zu wollen.

Kolleginnen und Kollegen!

Die Gewerkschaften haben für ein sozialeres Europa gekämpft und werden dies auch weiterhin tun.

Die Gewerkschaften setzen sich voll und ganz für das Schengen-Abkommen ein, das offene europäische Binnengrenzen garantiert.

Neue künstliche Grenzen, sei es bei Steuern oder Sozialleistungen, sei es durch Kontrollen an den Binnengrenzen der EU, torpedieren die grundlegendsten Rechte der Bürger, die durch die europäischen Verträge garantiert sind.

Wir dürfen nicht vergessen, dass die Großregion im Herzen der sechs Gründungsstaaten der heutigen EU liegt.

Luxemburg und seine drei Nachbarländer sollten sich daher für eine Politik einsetzen, die die grenzüberschreitende Realität respektiert, anstatt ihre Steuereinnahmen durch künstliche Steuern auf dem Rücken der Grenzgänger zu maximieren.

Dies ist eine sehr kurzsichtige Politik, die weder nachhaltig noch sozial akzeptabel ist.

Ein unattraktiver luxemburgischer Arbeitsmarkt bedeutet auch mehr Arbeitslosigkeit und weniger Kaufkraft in den Grenzregionen.

Sowohl die Grenzregionen als auch Luxemburg sind Verlierer jeder Politik gegen die Grenzgänger.



**Piquet de protestation « STOP aux
désavantages fiscaux pour les frontaliers »**

22 novembre 2024

**Discours du Secrétaire Général Adjoint,
Christophe KNEBELER**

Kolleginnen und Kollegen,

Für den LCGB bedeutet Leben und Arbeiten in der Großregion soziale und steuerliche Gerechtigkeit!

Aus diesem Grund positioniert sich der LCGB klar und deutlich:

- Der LCGB sagt NEIN zu jeglicher Politik, die die grenzüberschreitende Realität der Großregion leugnet.
- Der LCGB sagt NEIN zu jeder Politik, die darauf abzielt, die Grenzgänger zu diskriminieren.
- Der LCGB sagt JA zu einer Politik, die den sozialen und steuerlichen Zusammenhalt innerhalb der Großregion stärkt.
- Und der LCGB sagt JA zu einer sozial und steuerlich gerechten Großregion mit Modellcharakter für ganz Europa.

Daher fordert der LCGB die Luxemburger Regierung dazu auf sich einzusetzen für:

- die sofortige Einstellung der Kontrollen an den luxemburgischen Grenzen;
- eine grenzüberschreitende Politik, die allen Arbeitnehmern die gleichen Steuerrechte, Sozialleistungen und Möglichkeiten zur Telearbeit garantiert;
- die Neuverhandlung der Steuerabkommen und der dazugehörigen Vereinbarungen, um jegliche steuerliche Diskriminierung schnell zu beenden;
- eine Erhöhung der steuerlichen Schwellenwerte und eine Lockerung der Sozialversicherungsregeln, um grenzüberschreitende Telearbeit zu erleichtern;
- die rasche Umsetzung einer europäischen Lösung hinsichtlich der Arbeitslosenunterstützung für Grenzgänger.

In all diesen Dossiers ist eines sicher und gewiss: Der LCGB wird nicht ruhen, bis alle Diskriminierungen der Grenzgänger ein für alle Mal aufhören!

Vielen Dank für Eure Unterstützung.